1982

Le Protocole UQAM/Relais-femmes (depuis 1982)

Un lien entre universitaires et groupes de femmes

Par Lyne Kurtzman

In Ces femmes qui ont bâti Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1992 : 506-508.

En vigueur depuis 1982, il existe à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) un protocole qui donne aux regroupements de femmes du Québec un accès privilégié aux ressources universitaires. En vertu de cette entente, les groupes de femmes bénéficient de services de formation, de recherche ou de consultation adaptés à leurs besoins particuliers. Depuis plus de dix ans, au delà de cinq cents projets ont été réalisés par l'intermédiaire du Protocole UQAM/Relais-femmes, privilégiant, le plus souvent, une concertation entre des partenaires représentant des groupes de femmes et des membres du corps professoral ou professionnel. C'est d'ailleurs une équipe réunie dans le cadre de ce Protocole qui a fait germer et éclore ce projet de livre documentant la contribution des femmes au développement de Montréal.

Les sources historiques

Les décennies 1970 et 1980 sont des années charnières pour les femmes du Québec. Des «bombes éclatent» et ébranlent l'ordre patriarcal dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la vie privée, de la politique, du travail, de la culture… Tant les sphères du privé que du public sont touchées par les changements profonds revendiqués par les femmes. De nombreux collectifs émergent à Montréal et entraînent, dans leur trajectoire, une remise en question profonde des valeurs traditionnelles du couple et de la famille. Les femmes réclament la libre disposition de leur corps à travers la lutte pour l'accès à la contraception et à l'avortement libre et gratuit. Le bouillonnement social se traduit aussi, notamment, par l'arrivée massive des femmes au premier cycle des universités et sur le marché du travail, par les premières brèches dans les disciplines et les professions dites masculines, par les questionnements sur l'écriture et le théâtre, par les dénonciations publiques des différentes manifestations de la violence faite aux femmes.

Durant cette période chaude du mouvement des femmes, l'institution universitaire traverse une période de transformations favorable à une relation plus étroite avec le milieu. À l'UQAM, cette tendance engendre le développement d'une «troisième mission» dite de services à la collectivité qui s'ajoute aux missions traditionnelles de l'enseignement et de la recherche. En 1976, des ressources sont accordées au développement de cette nouvelle mission à l'intérieur d'une unité administrative nommée Service de l'éducation permanente, devenue depuis 1979 le Service aux collectivités où s'insère le Protocole UQAM/Relais-femmes.

Sous l'impact des interrogations théoriques majeures soulevées par le mouvement des femmes, des professeures à l'UQAM cherchent à conquérir la légitimité des études sur les

femmes. Pour ce faire, elles fondent, en 1976, le Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche sur les femmes (GIERF), aujourd'hui fusionné avec l'Institut de recherches et d'études féministes. Pour intégrer la réalité sociale des femmes dans le savoir universitaire, les professeures du GIERF mettent sur pied une banque de cours sur la condition des femmes et, fidèles à leurs objectifs fondamentaux (enseignement, recherche et services à la collectivité), réalisent des activités de services à la collectivité auprès des groupes de femmes.

Une consultation, un colloque

En 1978, à l'UQAM, un comité est formé pour repérer les besoins des groupes de femmes et sonder, par la même occasion, leur intérêt face à la création d'un lieu de jonction entre l'université et les groupes. Déjà, les universitaires souhaitaient nouer des liens plus étroits avec les groupes de femmes. En novembre 1978, vingt-cinq groupes de la région montréalaise sont consultés dont l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS), Au bas de l'échelle, le YWCA, la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le Centre d'information et de référence de Montréal, le Centre de santé des femmes du quartier, Action-travail des femmes, le Centre d'aide aux victimes de viol, Familles monoparentales de Verdun, pour n'en nommer que quelques-uns. La consultation a permis aux gens de l'université (GIERF et Service aux collectivités) de prendre le pouls des préoccupations prioritaires au sein des groupes.

Les besoins étaient nombreux : documentation, formation sur mesure, recherches-actions, études techniques, outils de sensibilisation sur diverses problématiques, telles que la santé, le travail, l'engagement politiq-ue et communautaire, les droits juridiques, la violence, la fiscalité, etc. Cependant, d'après Nicole Boily, alors coordonnatrice de la FFQ, l'idée d'adhérer à un réseau avec l'université ne semblait pas être accueillie d'emblée par les groupes. Des enjeux philosophiques et politiques ralentissai-ent la collaboration.

Certains de ces enjeux sous-tendant la mise en place d'un réseau groupes/universités éclatent au cours du Colloque interuniversitaire sur la recherche sur les femmes qui se tient à Montréal, au mois de mai 1979. Ce colloque, le premier sur cette question, favorise un débat animé concernant la recherche sur les femmes. S'agira-t-il de recherche «sur» ou «par et pour» les femmes? À tort ou à raison, les groupes de femmes présents craignent — préoccupation largement reflétée à travers le *Compte rendu du colloque* — que les universitaires n'adhèrent à une définition de la recherche sur les femmes qui les «déconnecte» du monde, qui soit inapte à répondre adéquatement aux besoins réels des groupes et de la collectivité des femmes.

Les années déterminantes 1980 et 1982

Dans le but de «s'offrir des services de recherche, formation, consultation, documentation», des militantes de la FFQ, de l'AFÉAS, d'Action-travail des femmes, du Carrefour des associations de familles monoparentales fondent Relais-femmes en 1980. Une fois regroupés sur une base majoritaire à l'intérieur de cet organisme, après avoir vécu plusieurs expériences de collaboration fructueuses avec des universitaires, les groupes de femmes dans le réseau de Relais entreprennent de négocier avec l'UQAM une entente formelle.

Ainsi, le 25 mai 1982, dans la foulée des efforts de toutes ces person-nes : Diane Lambert, Michel Lizée et Pierre Gladu du Service aux collectivités, Ruth Rose du GIERF, Nicole Boily de la FFQ, Johanne Deschamps de Relais-femmes, c'est la signature du Protocole UQAM/Relais-femmes. Depuis, trois femmes ont assuré la coordination régulière du Protocole depuis sa mise sur pied en 1982: Léa Cousineau, Marie-Hélène Côté et Lyne Kurtzman. Nicole Boily et Liliane Goulet ont également travaillé à des projets spéciaux.

Les multiples projets communs réalisés au cours des années ont eu pour effet positif majeur d'instaurer une proximité, une meilleure confiance entre les groupes de femmes et des universitaires. La convergence d'intérêts s'est manifestée sur de multiples dossiers qui ont tenu compte des divers besoins concrets des femmes dans leur pratique d'intervention.

Adaptation d'un texte publié dans le bulletin du Service aux collectivités à l'occasion du dixième anniversaire du Protocole UQAM/Relais-femmes. *Le SAC*, n^{o} 6, hiver 1992.

Sources

Archives du GIERF de 1978 à 1982.

Archives et rapports d'activités du Service aux collectivités de l'UQAM.

La recherche sur les femmes au Québec. Compte rendu du colloque interdisciplinaire tenu à Montréal, les 12 et 13 mai 1979, GIERF et CSF, Éditeur officiel du Québec, mars 1980, 129 pages.